



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES

D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaines 43 et 44 – 22 octobre au 04 novembre 2021

Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud** : Net recul inattendu de l'excédent commercial en septembre
- **Afrique du Sud** : Signature d'un accord international de financement
- **Botswana** : L'inflation en léger recul au mois de septembre
- **Zambie** : Présentation d'un budget de relance pour l'exercice 2022
- **Zimbabwe** : La Banque centrale durcit sa politique monétaire

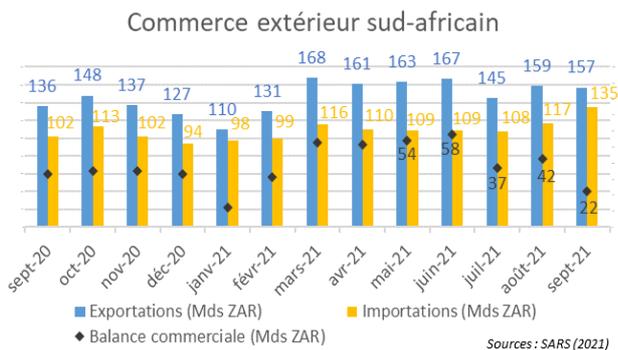
Zoom sur... les résultats des élections municipales en Afrique du Sud

Les élections municipales se sont tenues en Afrique du Sud ce lundi 1^{er} novembre. **Selon les résultats définitifs, publiés jeudi par la commission électorale, l'African National Congress (ANC)**, parti au pouvoir depuis la fin de l'Apartheid, arrive en tête avec un score de 46% des suffrages, suivi du parti libéral *Democratic Alliance (DA)* (21,9%), puis du parti communiste de l'EFF (10,4%). Ainsi, pour la première fois depuis 27 ans, le parti de Nelson Mandela recueille moins de 50% des suffrages au niveau national (contre 54,5% il y a 5 ans et près de 65% il y a 15 ans), un signe clair de désaveu. A noter que DA, le parti traditionnel d'opposition est également en net recul (-5 points que lors des précédentes élections municipales) dans une élection marquée par un taux d'abstention record (53% soit 10 points de plus).

Ces résultats témoignent d'un sentiment croissant de défiance vis-à-vis du parti dirigeant, résultant notamment des scandales de corruption à répétition et des révélations sur le mandat de Jacob Zuma (2010-2018) – selon le réseau de recherche Afrobarometer, 60% des sud-africains interrogés estiment ainsi que la corruption a progressé en 2021. Par ailleurs, le contexte économique et social très dégradé, exacerbé par la crise de la Covid-19 (1,4 M emplois ont été détruits depuis mars 2020, le chômage touche près du tiers de la population active et le double chez les jeunes, l'extrême pauvreté a augmenté de 10%) a également détourné de nombreux électeurs des partis traditionnels. L'ANC confirme donc une perte de vitesse amorcée depuis maintenant dix ans, signe d'un besoin urgent de renouveau, alors que le parti demeure plus divisé que jamais entre son aile gauche (soutien de l'ancien président Jacob Zuma) et l'aile réformatrice de l'actuel président Cyril Ramaphosa – les scènes d'émeutes qui ont éclaté en juillet en marge des manifestations de soutien à Jacob Zuma après sa mise en détention provisoire en sont un criant exemple.

Afrique du Sud

Net recul inattendu de l'excédent commercial en septembre (SARS)



Au mois de septembre, la balance commerciale sud-africaine a enregistré un excédent commercial de 22,2 Mds ZAR (1,2 Md EUR), après un excédent de 42,2 Mds ZAR (2,4 Mds EUR) le mois précédent. Contre toute attente, il s'agit de la plus forte contraction de l'excédent commercial (-50%) depuis le mois de janvier 2021. Cette évolution s'explique: **i**) par un net rebond des importations (+16%) qui poursuivent leur dynamique de rééquilibrage grâce notamment à la progression des achats de produits minéraux (+68%) et de véhicules et équipements automobiles (+8%) **ii**) par un léger recul des exportations (-1%), notamment des ventes de pierres et métaux précieux (-6,4%) – en lien avec un effet plus durable qu'escompté de la désorganisation des chaînes logistiques suite aux événements du mois de juillet (scènes d'émeutes et attaque informatique contre Transnet). Cependant, sur les neuf premiers mois de l'année, l'excédent commercial atteint 352 Mds ZAR (19,9 Mds EUR), un niveau toujours plus de deux fois supérieur à celui de l'an passé. Par ailleurs, les perspectives d'évolution du commerce sud-africain demeurent positives, portées par les cours haussiers des matières premières – malgré des défis structurels toujours préoccupants (difficulté d'approvisionnement en électricité et mauvaises performances des ports sud-africains, exacerbées par la

perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales qui entraînent une explosion des prix du fret).

Signature d'un accord international de financement de la transition énergétique (Presidency)

Le 2 novembre, à l'occasion de la COP 26, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a annoncé avoir signé un partenariat avec les gouvernements français, allemand, anglais et américain, ainsi qu'avec l'Union Européenne, pour permettre à la nation arc-en-ciel de financer son plan de transition écologique. L'accord prévoit que les pays partenaires mobiliseront 8,5 Mds USD sur les 3 à 5 prochaines années à travers divers instruments (subventions, prêts concessionnels, garanties, etc.) dans l'objectif d'accroître la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique du pays, d'accompagner la sortie du charbon de l'électricien public Eskom et de soutenir le développement de secteurs innovants comme les véhicules électriques ou l'hydrogène vert. A noter que les besoins de financement totaux du plan de réduction des émissions du gouvernement sud-africain (*National Determined Contribution*) s'élèvent entre 30 et 35 Mds USD sur les 15 prochaines années.

Report de la date de présentation du budget de mi-parcours (Ministry of Finance)

Le ministre des Finances sud-africain, Enoch Godongwana, a annoncé le report de la date de présentation du budget de mi-parcours (*Medium Term Budget Policy Statement*) au 11 novembre – contre le 4 novembre initialement prévu. Cette décision a été justifiée par la tenue des élections municipales au 1^{er} novembre. A noter que les analystes s'attendent à une nette réduction du déficit public (qui atteindrait entre 5% et 7% du PIB) comparativement aux projections présentées lors du budget 2021 (9,3% du PIB) – en lien avec une nette hausse des revenus publics, portés notamment par les profits plus élevés

qu'attendus de l'industrie minière. Par ailleurs, ils sont optimistes quant à la capacité du nouveau ministre des Finances d'accélérer les réformes structurelles.

Recul de l'indice PMI Absa au mois d'octobre (BER)

Au mois d'octobre, l'indice *Purchasing Manager Index* (PMI) manufacturier de la banque ABSA a atteint 53,6 points, enregistrant un recul de 1,1 point comparativement au mois précédent. Il se maintient toutefois au-dessus de la barre des 50 points (signe de croissance de l'activité selon la perception des chefs d'entreprises). Cette évolution s'explique notamment par la chute de 4 points du sous-indicateur mesurant le niveau d'activités commerciales – en lien avec les importantes grèves dans le secteur sidérurgique et la recrudescence des délestages électriques.

Botswana

L'inflation en léger recul au mois de septembre (BotStats)

Selon l'organisme national de statistiques, le taux d'inflation sur un an a atteint 8,4% au mois de septembre, après 8,8% au mois précédent. Il s'agit ainsi du deuxième mois consécutif de recul de l'indicateur, après que celui-ci ait atteint un point haut depuis 2012 en juillet (8,9%). Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix ont été « les transports » (+17,5% soit une contribution positive de 4 points), « les logements, l'eau, le gaz et l'électricité » (+8,3% soit +1,5 point) et « les denrées alimentaires » (+6,4% soit +0,9 point).

Zambie

Présentation d'un budget de relance pour l'exercice 2022 (Ministry of Finance)

Le 29 octobre, le ministre des Finances, Dr Situmbeko Musokotwana, a présenté devant le

parlement le budget pour l'exercice 2022. Ce premier budget du gouvernement d'Hakainde Hichilema, élu à la présidence le 16 août, met notamment l'accent sur la relance de l'économie par la transformation des secteurs productifs (industrie minière, agriculture, tourisme). Le déficit public devrait atteindre 10,4% du PIB sur l'exercice 2021, soit un point de plus que les estimations du budget présenté en septembre dernier – après -16,2% en 2020. Sur l'exercice 2022, le gouvernement table sur des revenus de 98,9 Mds KWZ (4,7 Mds EUR), en hausse de 50% comparativement au budget de l'exercice précédent – en lien notamment avec le fort regain d'activité attendu dans le secteur minier (cuivre). Les dépenses devraient s'élever à 173 Mds KWZ (8,2 Mds EUR), en progression de 24% – en lien avec une augmentation des investissements dans les infrastructures de transport, ainsi que des dépenses dédiées à l'éducation et à la protection sociale. Pour couvrir les besoins en financement de 72,3 Mds KWZ (3,6 Mds EUR) soit 15,5% du PIB, le ministre a annoncé vouloir recourir prioritairement à l'endettement externe (pour 53% - anticipant la mise en place d'un programme de financement avec le FMI d'ici à la fin de l'année) et au marché domestique (pour 33%). A noter que le budget a été élaboré en tablant sur des prévisions de croissance particulièrement optimistes en 2021 (+3,3%), bien supérieures à celles du FMI (+1%). Par ailleurs, il convient de rappeler que les marges de manœuvre budgétaires de la Zambie demeurent particulièrement étroites et l'endettement insoutenable (109% du PIB selon les dernières données du Ministère des Finances).

L'inflation confirme sa décélération au mois d'octobre (Zamstats)

Selon le bulletin mensuel de l'organisme national de statistiques, le taux d'inflation sur un an a atteint 21,1% au mois d'octobre après 22,1% au mois de septembre. Il s'agit ainsi du troisième mois consécutif de décélération de l'indicateur qui avait atteint un pic au mois de juin (24,6%). Cette évolution s'explique notamment par un

effet de base statistique et par l'appréciation de la devise locale (+19,1% sur un an par rapport à l'USD au 31 octobre). Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix demeurent « les denrées alimentaires » (+28,1% soit une contribution positive de 14,9 points) et « le logement, l'électricité et le gaz » (+17,4% soit +2,2 points).

Zimbabwe

La Banque centrale durcit sa politique monétaire (RBZ)

Le comité de politique monétaire de la Banque centrale (*Reserve Bank of Zimbabwe – RBZ*), qui s'est réuni le 28 octobre, a annoncé plusieurs mesures de durcissement de sa politique parmi lesquelles : **i)** la baisse de la cible de croissance monétaire à 10% (-10 points) **ii)** la hausse du taux

directeur de 20 points à 60% **iii)** l'augmentation des taux de réserves obligatoires pour les dépôts à vue **iv)** l'allègement des restrictions portant sur l'utilisation du dollar américain dans l'économie (nouvelle autorisation pour les particuliers et PME d'achats en USD et de change). Cette décision est justifiée par la hausse de l'écart entre le taux officiel et le taux de change parallèle (plus de 100% début octobre 2021 contre 50% en juillet 2021 et 15% en août 2020), ainsi que par une nouvelle accélération des pressions inflationnistes depuis le mois de septembre. En effet le taux d'inflation sur un an a atteint 54,5% au mois d'octobre après 51,5% au mois septembre et 50,2% au mois d'août. Il s'agit ainsi du deuxième mois consécutif de progression de l'indicateur après 12 mois de recul, alors que la Banque centrale avait fait du contrôle des pressions inflationnistes une de ses priorités.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar

	Taux de change au 4 novembre 2021	Evolution des taux de change (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	15,4 ZAR	-1,8%	-2,7%	2,0%	-4,5%
Angola	592 AOA	0,0%	0,3%	7,7%	9,5%
Botswana	11,3 BWP	-0,8%	-1,2%	-1,3%	-5,2%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	14,0%	17,3%
Zambie	17,3 ZMW	-0,6%	-3,1%	19,0%	22,5%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2021)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international